

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 99 (ex-article 137 TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Mme Pervenche Berès, Olivier Duhamel, Ben Fayot, Caspar Einem, Elena Paciotti, Linda McAvan, Luis Marinho, Maria Berger, Elio di Rupo, Vytenis Andriukaitis, Emilio Gabaglio, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Adrian Severin, Georgios Katiforis, Alain Lamassoure, Claudio Martini, Proinsias De Rossa

Qualité : - Membre

Article 99 (ex-article 137)

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article III-98 (ex-136)], l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:
 - a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
 - b) les conditions de travail;
 - c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs **à l'exception de son financement et son organisation**;
 - d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
 - e) l'information et la consultation des travailleurs;
 - f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, ~~y compris la cogestion~~, sous réserve du paragraphe 5;

~~g) — les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;~~

- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article III-178 (ex-150)];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin:

- a) la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;
- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Cette loi-cadre européenne évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~3. — Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, points e), d), f) et g), la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

~~Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable au paragraphe 1, points d), f) et g) du présent article. Il statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.~~

4. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des lois-cadres européennes adoptées en application du paragraphe 2.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une loi-cadre européenne doit être transposée, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite loi-cadre.

5. Les lois et lois-cadres européennes adoptées en vertu du présent article:

- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;

- b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec la Constitution.

~~6. — Le présent article ne s'applique aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.~~

Explication éventuelle :

Tenant compte des conclusions du groupe de travail simplification, ainsi que du groupe Europe sociale il convient d'appliquer la procédure législative normale à tous les domaines prévues dans cet article. Conformément aux conclusions du groupe de travail Europe sociale nous proposons une meilleure définition du champ de l'action communautaire qui va de pair avec une généralisation de la procédure législative normale. La suppression du paragraphe 1.g se justifie du fait que cela est couvert par l'article III 163.